

Note - ASSISES NATIONALES DE L'UNEF

5-6-7 Juillet 1968 - GRENOBLE

(1) Les Assises convoquées par le B.N de l'UNEF, étaient une assemblée non statutaire réunissant des "délégués" membres ou non de l'UNEF. Etait "délégué" celui qui payait 100 F son mandat, seule condition impérative.

Dans la faculté de Droit du campus de St Martin d'Hères, 500 personnes assistaient aux débats .

Approximativement :

150 trotskystes de la FER (venus en autocar)

150 PSU + JCR

100 spectateurs n'ayant rien à voir avec l'UNEF et venant au spectacle

60 à 80 divers (représentants de comités de grève et autres)

20 à 25 camarades de l'UEC.

Aucun vote ne pouvait intervenir. Il s'agissait par des débats en commissions et en assemblée générale de préparer un congrès de l'UNEF pour Octobre/Novembre.

(2) Pour le PSU (Sauvageot) il s'agissait dans ces Assises

- de tâter le terrain dans l'UNEF sans risque d'être désavoué
- de faire apparaître son attitude des 2 mois de crise comme ratifiée par l'UNEF.
- de lancer spectaculairement (donc en position de force) des propositions de restructuration de l'UNEF en "mouvement politique de masse" destiné à être une organisation de masse du PSU et sans doute dans la perspective d'un "front socialiste" ou autre "mouvement révolutionnaire"
- d'esquisser un regroupement autour de cette idée de mouvement politique : avec le PSU, la JCR, divers courants gauchistes (MAU...) et des comités de grève.

Pour la FER, il s'agissait de se battre sur des positions de "défense" de l'UNEF pour en tirer des forces pour leur propre organisation.

(3) Un malaise certain planait sur les assises: les gauchistes se rendaient compte qu'ils ne représentaient pas la réalité du mouvement étudiant. Nombre de questions sur le développement et les perspectives du mouvement des masses, posées à beaucoup d'étudiants, accroissaient ce malaise.

Certains délégués parlaient du renforcement de l'UEC dont ils ont nettement tendance à surestimer l'ampleur.

(4) Les débats se sont déroulés pendant plus de deux jours dans une ambiance d'anti-communisme forcené.

- Peu de la part du PSU qui semble marquer un recul sur ce point (Sauvageot s'est ridiculisé en expliquant que "les organisations de la classe ouvrière n'ont pas trahi le mouvement puisque nous savions depuis le départ qu'elles ne suivraient pas jusqu'au bout").

- Mais anti-communisme incroyable de la part de la FER et de la JCR (ex: les généraux soviétiques ont rencontré l'état major français pour noter les grèves...) Tous leurs délégués affirmaient comme admis par tous, la trahison du Parti et de la C.G.T. Le Parti étant la cible essentielle de leurs coups.

* Le débat portait essentiellement sur un terrain idéologique que nous ne pouvons que refuser dans les Assises de l'UNEF.

(5) Dimanche 7 vers 18 H30 - l'AGE d'Orsay faisait sa déclaration approuvée par St Etienne, Toulouse, Nice, et Lille. Cela cause semble t-il la surprise générale

- . on nous croyait incapable de nous exprimer réellement dans ces Assises
- . On nous considérait volontiers comme une force d'appoint
 - le PSU espérait notre alignement derrière lui contre la FER (A.G de Colombes revue et corrigée)
 - la FER espérait que nous réserverions nos coups au B.N qui voulait "liquider l'UNEF"

Après la déclaration d'Orsay les débats ont été interrompus Pour éviter la grande coalition anti communiste nous avons saisi le premier prétexte valable pour partir.

Trente minutes après la FER quittait les Assises .
A 20 H les Assises se terminaient

texte présenté par le B.N (PSU) et soutenu par la JCR en annexe.